

## La Lutte Contre La Pauvrete Au Senegal : Strategies De Financement Pour Un Avenir Equitable

M. Gueye Mansour<sup>1</sup>, Dr. Atahualpa Sosa Lopez<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Auteur correspondant, Qt kaossara, Thiès, Sénégal

<sup>2</sup> Funiber, directeur de recherche

Fondation Universitaire Ibéro-américaine (FUNUBER) Sicap Liberté 1, 1050, derrière Casino Bourguiba  
Sénégal

### **Résumé :**

#### Objectif :

La lutte contre la pauvreté au Sénégal reste un défi majeur malgré des avancées économiques et sociales. Cette étude vise à proposer une approche complète pour progresser vers un avenir plus inclusif et prospère pour tous les citoyens sénégalais.

#### Méthode :

Nous avons analysé les principaux facteurs de pauvreté, comme le faible niveau d'éducation, les disparités socio-économiques, la gouvernance déficiente et la dépendance aux industries extractives. Les contraintes budgétaires, la base fiscale étroite, la fraude fiscale et les secousses économiques régionales ont également été examinées. Notre approche intégrée propose le renforcement du système fiscal, la stimulation de l'investissement privé, la mobilisation de fonds internationaux, l'amélioration de l'éducation et de la formation, et la promotion de l'inclusion financière, avec une collaboration entre gouvernement, secteur privé, société civile et communauté internationale.

#### Résultats :

Une mise en œuvre efficace pourrait améliorer l'accès aux services de base, renforcer les capacités locales, promouvoir des politiques inclusives et soutenir la création d'emplois. En encourageant le dialogue et la coopération, le Sénégal peut surmonter les obstacles et construire une société plus juste.

#### Conclusion :

Une approche globale impliquant le renforcement des systèmes économiques, sociaux et politiques, avec une collaboration étroite entre les acteurs, est essentielle pour combattre la pauvreté au Sénégal. Cela ouvrirait la voie à un avenir où tous bénéficient d'une meilleure qualité de vie et d'opportunités équitables.

### **Mots-clés :**

Pauvreté au Sénégal, Défis socio-économiques, Gouvernance défaillante, Industries extractives, Investissement privé, Financements internationaux, Inclusion financière, Collaboration gouvernement-privé



## Vie chère et pauvreté au Sénégal

### 1- Introduction

La pauvreté demeure un défi mondial persistant, affectant des millions de vies quotidiennement. Au Sénégal, ce fléau est particulièrement alarmant malgré les avancées économiques et sociales réalisées ces dernières décennies. Avec une population estimée à environ 18 millions d'habitants, le Sénégal se distingue par sa jeunesse et son économie centrée sur trois secteurs stratégiques majeurs : l'arachide, la pêche et les services. Sa position géographique, avec 700 km de côtes sur l'océan Atlantique, lui confère une importance significative dans le transport maritime et les échanges économiques intercontinentaux.

Dans un contexte de stabilité politique relative, le Sénégal a entrepris des politiques nationales généreuses, mais souvent mal ciblées, entraînant un alourdissement considérable des charges publiques depuis les années 70. Ces politiques ont conduit à des déséquilibres structurels dans son économie, modifiant progressivement les rapports entre le produit intérieur brut et les facteurs traditionnels de production. Les récentes alternances politiques ont accentué ces tendances, mettant l'accent sur les dépenses publiques et l'investissement privé.

Pour relever les défis critiques et atteindre ses ambitions d'émergence d'ici 2035, le Sénégal mise sur des stratégies de transformation économique et sociale telles que la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) et le Plan Sénégal Émergent (PSE). Ces plans visent à créer des emplois décents, renforcer les compétences et soutenir les micros, petites et moyennes entreprises, notamment par le biais de l'Agence nationale pour l'emploi des jeunes (ANPEJ) et du Projet d'Appui à la Promotion de l'Emploi des Jeunes et des Femmes (PAPEJF).

Parallèlement, le Sénégal reconnaît l'importance de l'éducation pour son développement et a affecté des ressources significatives à cet effet, en particulier au cycle élémentaire. Cependant, des efforts sont nécessaires pour équilibrer les allocations budgétaires entre les différents niveaux d'enseignement. Sur le plan fiscal, des réformes ont été entreprises pour soulager les couches vulnérables, telles que la baisse de l'impôt sur les revenus et l'attribution de Bourses de sécurité familiale basées sur des principes d'équité et de justice sociale.

Ces initiatives, combinées à une analyse approfondie des causes profondes de la pauvreté et à l'exploration de mécanismes de financement efficaces, sont essentielles pour lutter contre ce phénomène au Sénégal et dans le monde. En adoptant une approche intégrée et concertée, le Sénégal peut progresser vers une économie compétitive, une population instruite et engagée, une meilleure qualité de vie pour tous, et une société caractérisée par la paix, la stabilité et la démocratie.

### 2- Méthode :

- Définir le problème de la pauvreté au Sénégal, en donnant des statistiques récentes et des exemples concrets pour illustrer l'ampleur du problème.

- Introduire l'idée que des stratégies de financement efficaces sont nécessaires pour relever ce défi.
- Présenter brièvement le contexte économique et social du Sénégal, en mettant en lumière les facteurs qui contribuent à la pauvreté, tels que le chômage, l'accès limité à l'éducation et aux soins de santé, etc.
- Examiner les différentes approches et initiatives déjà en place pour lutter contre la pauvreté au Sénégal, telles que les programmes de développement économique, les initiatives gouvernementales, les partenariats public-privé, etc.
- Évaluer leur efficacité et identifiez les lacunes et les défis persistants.
- Identifier les principaux obstacles financiers qui entravent les efforts de lutte contre la pauvreté au Sénégal, tels que le manque de ressources budgétaires, la dépendance à l'aide étrangère, etc.
- Présenter différentes stratégies innovantes de financement qui pourraient être adoptées pour soutenir la lutte contre la pauvreté, telles que l'investissement privé, les partenariats avec des organisations internationales, les mécanismes de microfinance, etc.
- Inclure des études de cas et des exemples concrets de projets ou d'initiatives de financement réussis qui ont eu un impact significatif sur la réduction de la pauvreté au Sénégal.

### **Conclusion :**

- Résumer les points clés de l'article et soulignez l'importance d'adopter des stratégies de financement innovantes et efficaces pour promouvoir un avenir plus équitable au Sénégal.
- Terminer en soulignant l'urgence d'agir de manière concertée et collaborative pour lutter contre la pauvreté et promouvoir le développement économique et social dans le pays.
- Encourager les lecteurs à s'impliquer et à soutenir les initiatives de lutte contre la pauvreté au Sénégal, que ce soit par le biais du bénévolat, de dons, de plaidoyer ou d'autres formes d'engagement civique.

### **3- Résultat et discussion :**

#### ***Contexte de la pauvreté au Sénégal***

Le Sénégal, malgré ses richesses naturelles et son potentiel économique, est confronté à des défis majeurs en matière de pauvreté. Une grande partie de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté, avec un accès limité aux services essentiels tels que l'éducation, la santé et le logement décent. Les zones rurales sont particulièrement touchées, confrontées à des problèmes tels que la faible productivité agricole, la sécheresse et le manque d'infrastructures.

#### ***Causes de la pauvreté au Sénégal***

Plusieurs facteurs contribuent à la persistance de la pauvreté au Sénégal, notamment le faible niveau d'éducation, les inégalités socio-économiques entre zones urbaines et rurales, ainsi que la gouvernance et la corruption. La dépendance excessive aux industries extractives aggrave également la situation.

#### **La perception et la manifestation de la pauvreté**

La Pauvreté, est la situation d'un individu ou de groupes, démunis de ressources jugées essentielles et se trouvant dans une grande précarité. La pauvreté est une notion difficile à définir. De nombreuses tentatives ont été faites pour définir la pauvreté dans l'absolu. C'est une notion généralement considérée comme relative et qu'on rapporte à une norme standard variable selon les époques et les sociétés : être pauvre ne signifie pas la même chose quel que soit le pays considéré.

Dans cette section, nous allons étudier la perception de pauvreté d'une part et d'autre part la manifestation de la pauvreté

#### ***La Perception de la pauvreté :***

La pauvreté ne se réduit pas seulement à l'insuffisance des ressources monétaire mais elle se caractérise aussi par le cumul des handicaps en matière de relations sociales, d'instruction, et de santé. Ces deux types de pauvretés renvoient à la pauvreté monétaire, à la pauvreté des moyens d'existence et à la pauvreté subjective

- **La pauvreté monétaire :**

Sont pauvres les individus, les familles et les groupes de personnes dont les revenus sont si faibles qu'ils sont exclus de mode de vie minimaux acceptable dans l'Etat membre dans lequel ils vivent.

La pauvreté monétaire peut avoir un seuil relatif ou un seuil absolu : On définit conventionnellement un seuil de pauvreté relative : dans l'union européenne, ainsi les ménages ou les individus dont le revenu par unité de consommation est inférieur de 60%,50% ou 40% du revenu médian dans un pays donné et un seuil de pauvreté absolu qui fait référence à l'idée de « minimum vital » aux modes de vie qui prévalent dans une société à un moment donné.

Le PNUD fixe le seuil de pauvreté en fonction du revenu journalier de l'individu à moins d'un dollar U.S.A cet effet au Sénégal si on étudie le revenu journalier de cent personnes, 26 personnes ont moins d'un dollar US par jour.

- **La pauvreté par les conditions d'existence :**

La pauvreté par les conditions d'existence se définit en termes de privation relative. C'est une approche qui a été développée par Peter Townsend puis par Paul Dickes, elle cherche à repérer un certain nombre de difficultés, de manques ou de privation dans les différents domaines des conditions d'existence des populations. Ces domaines peuvent renvoyer à une pauvreté de nature « existentielle » (alimentation, logement, santé...) ou de nature « sociale » (relations, emploi, loisirs...). Par exemple avoir une maison, de manger à sa faim, d'être au chômage, d'occuper un emploi précaire. Comme on le voit la mise en œuvre de cette approche soulève de redoutable difficultés. Au Sénégal les populations s'auto-désignent pauvres ou non pauvres selon des critères qui leur sont propres. A cet égard, un proverbe définit la pauvreté comme « l'absence d'avoir, de savoir et de pouvoir ». L'absence d'avoir peut s'interpréter comme une insuffisance de revenus et de patrimoines physiques, tandis que l'absence de savoir et de pouvoir peuvent s'interpréter respectivement comme une insuffisance de capital humain et de capital social. Cette définition qui fixe les déterminants de la pauvreté est finalement plus large que celle des économistes ; C'est elle qui fonde la stratégie du Sénégal. Elle découle de la culture qui renvoie à la nature des formes d'organisation sociale et politique des communautés locales et aux stratégies sous-jacentes. Aussi, importe-t-il d'investir dans la culture qui détermine la manière de vivre des populations.

- **La pauvreté subjective :** Cette forme de pauvreté consiste à interroger directement les ménages qu'ils de ces réalités, à partir des questions sur leur revenu, le minimum nécessaire selon eux .Ensuite ces différentes méthodes permettent sur la base de ces réponses, d'établir un seuil de pauvreté subjectif :les ménages dont les revenu son inférieur à ce seuil seront considérés comme pauvres (insécurité d'existence objective).Par ailleurs cette approche construit aussi une autre dimension de la pauvreté (insécurité d'existence subjective) qui consiste à dénombrer les ménages qui déclarent éprouver des difficultés financières à boucler leur budget.

**La Manifestation de la pauvreté :**

- **Evolution économique, sociale et vulnérabilités :**

Entre 2000 et 2023, le Sénégal a connu une évolution économique, sociale et des vulnérabilités influencées par divers facteurs économiques, politiques et sociaux.

**Évolution économique :** La période a été caractérisée par des fluctuations économiques, avec des phases de croissance modérée et d'autres de croissance plus robuste. La dévaluation du franc CFA en 1994 a joué un rôle crucial dans la redéfinition des politiques économiques, favorisant une ouverture accrue aux marchés internationaux. Les secteurs traditionnels tels que l'agriculture, la pêche et les services ont continué à jouer un rôle important, mais des initiatives stratégiques comme la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) et le Plan Sénégal Émergent (PSE) ont été lancées pour diversifier l'économie et promouvoir le développement à long terme.

**Évolution sociale :** Sur le plan social, des progrès ont été réalisés dans des domaines tels que l'éducation et la santé. Le Sénégal a manifesté un engagement envers l'éducation, avec une priorité budgétaire accordée au cycle élémentaire et des efforts pour atteindre les objectifs internationaux en matière d'éducation. Cependant, des défis persistent en matière d'accès à une éducation de qualité, en

particulier dans les zones rurales et pour les populations les plus vulnérables. En matière de santé, des avancées ont été réalisées dans la lutte contre les maladies transmissibles, mais des inégalités persistent dans l'accès aux services de santé.

**Vulnérabilités** : Malgré les progrès réalisés, le Sénégal reste confronté à des défis et des vulnérabilités socio-économiques. La pauvreté demeure un problème persistant, touchant une proportion significative de la population, en particulier dans les zones rurales. Les inégalités sociales et économiques restent également des préoccupations majeures, avec des disparités importantes en termes de revenus, d'accès aux services de base et d'opportunités économiques. De plus, le pays reste vulnérable aux chocs externes tels que les fluctuations des prix des matières premières et les crises économiques mondiales.

En résumé, entre 2000 et 2023, le Sénégal a enregistré des avancées économiques et sociales, mais reste confronté à des défis persistants en matière de pauvreté, d'inégalités et de vulnérabilités socio-économiques. Des efforts continus sont nécessaires pour promouvoir un développement inclusif et durable, en mettant l'accent sur la réduction de la pauvreté, l'amélioration de l'accès aux services de base et la promotion de l'équité sociale et économique.

➤ **Un contexte économique marqué :**

Entre 2000 et 2023, le Sénégal a traversé plusieurs étapes économiques qui ont façonné son développement. Voici un aperçu du contexte économique durant cette période :

**Stabilité politique** : Le Sénégal a maintenu une stabilité politique relative pendant cette période, avec des élections régulières et une transition pacifique du pouvoir. Cette stabilité a favorisé un environnement propice aux affaires et à l'investissement.

**Fluctuations économiques** : Le pays a connu des périodes de croissance économique modérée ainsi que des phases de croissance plus robuste. La dévaluation du franc CFA en 1994 a eu un impact significatif sur l'économie, conduisant à une réorientation des politiques économiques vers la promotion de l'investissement privé et l'ouverture aux marchés internationaux.

**Secteurs clés** : L'économie sénégalaise reste dominée par trois secteurs principaux : l'agriculture, la pêche et les services. Ces secteurs ont continué à jouer un rôle crucial dans la création d'emplois et la contribution au PIB du pays.

**Initiatives stratégiques** : Le Sénégal a lancé plusieurs initiatives stratégiques pour stimuler la croissance économique et promouvoir le développement à long terme. La Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) et le Plan Sénégal Émergent (PSE) sont parmi les principales stratégies visant à diversifier l'économie, renforcer les infrastructures et promouvoir l'industrialisation.

**Défis persistants** : Malgré les progrès réalisés, le Sénégal reste confronté à des défis économiques persistants, notamment la pauvreté, le chômage et les inégalités socio-économiques. Les politiques de développement doivent donc continuer à s'attaquer à ces défis de manière efficace et durable.

En résumé, le contexte économique du Sénégal entre 2000 et 2023 a été marqué par une stabilité politique relative, des fluctuations économiques, une dominance des secteurs traditionnels et la mise en œuvre d'initiatives stratégiques pour stimuler la croissance et promouvoir le développement. Toutefois, des défis persistants exigent une attention continue pour assurer un développement économique inclusif et durable.

L'économie sénégalaise continue de faire face à des défis importants. Cette situation est d'autant plus préoccupante que le processus de mondialisation se consolide avec ses exigences de compétitivité.

Or, au cours de la période récente, l'insertion dans les circuits d'échanges mondiaux est restée très faible car les exportations du Sénégal ont progressé à un rythme très modeste contribuant faiblement à la croissance du PIB et n'assurant pas les besoins en importations, renforçant ainsi le déficit structurel de la balance commerciale.



L'ampleur de la correction apportée au taux de change en 1994 a certainement amélioré la compétitivité-prix des exportations sénégalaises, mais n'a pas suffi pour autant à assurer de bonnes performances du commerce extérieur, avec des exportations qui demeurent encore largement composées de produits en déclin sur le marché mondial. La faiblesse des exportations résulte également de contraintes pesant sur l'accès aux marchés des pays développés.

Pourtant, de plus en plus, le lien entre croissance économique et réduction de la pauvreté est remis en cause par plusieurs auteurs, qui soulignent que la croissance économique au Sénégal, non seulement, n'est pas en faveur des pauvres, mais au contraire est un facteur d'aggravation des inégalités.

Ce qui risque même d'entraver la croissance économique durable, d'affecter la stabilité sociale à moyen terme, et d'accroître la vulnérabilité des groupes marginalisés. Selon ces auteurs, ce sont les changements climatiques et la concentration des secteurs productifs dans le tertiaire qui sont à l'origine de ce décalage entre la croissance et pauvreté.

La dette intérieure restée élevée a grugé les capacités productives des entreprises privées à la fois les grandes entreprises mais aussi les PME obligés de mettre les travailleurs au chômage technique. Les instabilités institutionnelles chroniques avec les alternances de 2000 et 2012 ont rendu la gouvernabilité faible. C'est ainsi que la confiance dans le milieu des affaires s'est érodée. Les réseaux informels d'influence ont supplanté les institutions et les solutions improvisées et les politiques ad hoc ont contribué à marginaliser les cadres habituels de prise de décisions publiques. Par ailleurs, la médiocrité de l'organisation des filières retenues renseigne sur leur niveau de compétitivité.

Le taux de croissance atteint sur la période, reste en deçà de l'objectif d'au moins 7% nécessaire pour créer suffisamment d'emplois sur le marché du travail, d'améliorer significativement les conditions de vie des ménages et de réduire la pauvreté de moitié d'ici à quelques années.

A l'heure actuelle, les perspectives macro-économiques sont fondées sur le DSRPII, en tant que stratégie de réduction de la pauvreté pour relever le stock de capital humain, social et naturel. La Stratégie de croissance accélérée (SCA) compte sur des filières porteuses pour booster l'exportation et rééquilibrer la balance commerciale. La crise financière internationale montre les limites de cette vision car les exportations sont faiblement rémunérées.

➤ **Des opportunités économiques faiblement exploitées :**

La position géographique du Sénégal, ainsi que la relative stabilité politique, l'ouverture du pays sur le monde sont autant d'attraits qui représentent des opportunités économiques de taille.

• ***Les ressources hydrauliques très importantes mais très faiblement valorisées :***

Le réseau hydrographique est représenté essentiellement par le fleuve Sénégal (1 700 km), la Gambie (850 km), le Sine-Saloum (bras de mer de 130 km) et la Casamance, vaste estuaire marin avec de nombreux affluents.

Le fleuve Sénégal constitue la principale ressource hydraulique du pays et alimente les nappes phréatiques ainsi que le lac de Guiers. Ce dernier est la plus importante réserve d'eau douce permanente du pays. D'importantes ressources souterraines sont disponibles pour la mise en œuvre d'un vaste programme hydraulique. Le lac de Guiers est la plus importante réserve d'eau douce permanente. Alimenté par le fleuve Sénégal à partir de la Taouey et situé dans la zone sylvopastorale, il constitue un écosystème particulièrement vital et la principale source d'approvisionnement en eau potable de Dakar. La mise en eau du barrage de Diama a permis de porter son volume moyen à 680 millions de m<sup>3</sup>.

• ***Les ressources en terre agricoles inondables demeurent fortes : vallée du fleuve, Casamance, Louga (lac de Guiers), Tambacounda, Kédougou :***

L'agriculture et l'élevage qui présentent un réel potentiel si elle s'accompagne d'une petite et moyenne industrie pour la transformation des produits agricoles. Les tentatives de modernisation des modes de production avec le croisement de races et les nouvelles méthodes d'insémination démontrent le fort potentiel du secteur de l'élevage. La faiblesse majeure réside ici sur l'absence de jonction entre la petite industrie et l'agriculture et l'élevage.

L'existence d'un marché intérieur structuré par l'existence de marchés hebdomadaires sur toute l'étendue du territoire national favorise l'utilisation des sous-produits agricoles.

➤ ***Les ressources halieutiques***

Elles oscillent entre 400.000 tonnes à 450.000 tonnes. Cependant, la majeure partie des sources avance le chiffre de 450.000 tonnes. Par contre, ce potentiel place le Sénégal loin devant ses autres voisins (Gambie, Cap-Vert, les deux Guinées) et d'autres pays très portés sur la pêche (Ghana).

Cependant, en plus de ce potentiel, le Sénégal dispose d'un potentiel halieutique au niveau de ses eaux continentales constituées essentiellement par les fleuves Sénégal, Gambie, Casamance, Sine et Saloum. Ce potentiel est estimé à environ 50.000 tonnes.

➤ ***Les ressources forestières***

On estime environ à 65 % la superficie de l'espace forestier du pays. L'ensemble "forêts denses/claires et savanes boisées/arborées" couvre 38 %, le reste étant classé dans la catégorie des "autres terres boisées", avec un faible potentiel ligneux par ha. Le volume de bois sur pied atteignait 331,3 millions de m<sup>3</sup> dont 50 % sont situés dans la région de Tambacounda et 40 % dans celles de Kolda et de Ziguinchor.

Le Sénégal se caractérise par une relative diversité de ses écosystèmes naturels. Ces derniers jouent un rôle d'habitat à une faune assez diversifiée puisque comptant 169 espèces de mammifères et près de 540 espèces ornithologiques. Les oiseaux migrateurs paléarctiques sont attirés périodiquement par les plans d'eau au niveau du delta du fleuve Sénégal et au niveau des estuaires du Saloum et de la Casamance. Il y'a également des parcs et des d'aires protégées qui sont de trois types à savoir : les parcs nationaux qui sont au nombre de 6, les réserves de faunes au nombre de 8, les zones d'intérêt cynégétique, qui couvrent 2337000 ha.

➤ ***Les ressources minières***

Le nouveau code minier dote le Sénégal d'une législation moderne et conforme à l'orientation générale du droit minier de l'UEMOA. Il a prévu des innovations majeures aptes à drainer vers le Sénégal les flux d'investissement nécessaires au développement des activités d'exploration et d'exploitation des importantes ressources minières que recèlent son sol et son sous-sol. 800 millions de tonnes de minerais de fer de bonne qualité situés dans les 3 principaux massifs de Koudékourou, de Kouroudiako et de Karakaène, 50 tonnes d'or au niveau des sites de Sabodala et de Kérékounda.

Quant au marbre plus 348545 tonnes sont prouvées et 1067148 tonnes estimées à IBeINdébou et Bandafassi.

L'exploitation artisanale de l'or alluvionnaire constitue une activité traditionnelle et permet des productions annuelles d'environ 500 kg et occupe plus de 6.000 personnes principalement les femmes.

Différents dioura sont dispersées un peu partout dans le département : Tenkoto, Kérékonko...Le secteur minier connaît aujourd'hui une expansion remarquable par la mobilisation importante de flux de capitaux dans la recherche et l'exploitation semi industrielle et industrielle dans la région. Ces efforts sont marqués par la présence d'un certain nombre de multinationales et de compagnies et/ou sociétés juniors sénégalaises. Malgré le dynamisme de ce secteur, on note encore une faible prise en charge de la demande sociale dans les zones d'exploitation bien qu'on ait pu noter des interventions encore estimées faibles de l'Etat et de ses partenaires.

➤ ***L'artisanat local***

Très dynamique avec plus de 450 000 artisans, plus de 78 000 entreprises artisanales, plus de 160 000 apprentis, 129 Corps de Métiers et 8 Villages artisanaux, mériterait d'être soutenu et structuré afin de pouvoir garantir une offre de produits de qualité et au bénéfice de toutes les catégories sociales. La faiblesse du design, des produits qui ne peuvent supporter la concurrence avec ceux de la sous-région de meilleure qualité celle des produits made in Site d'orpaillage en malinké

➤ ***Le tourisme écologique et culturel***

Le Sénégal présente ici un potentiel incontestable, mais le tourisme de découverte n'est pas encore un produit à part entière. Les professionnels l'utilisent davantage comme un complément pour rendre plus attractive la destination. Aujourd'hui, le Sénégal cherche à développer cette forme de tourisme.

La région de Saint Louis (dont l'île a été classée en novembre 2000 au patrimoine mondial de l'UNESCO), l'île de Gorée (également classée) et le Lac Rose sont quelques exemples de sites fréquentés.

#### ➤ *Les services*

Avec des percées importantes dans des secteurs à forte valeur ajoutée. Le secteur des télécommunications offre un environnement propice au partenariat et présente de réelles opportunités d'investissements dans divers services : l'implantation de Centre d'Appels, la télé-saisie, l'externalisation de Processus d'Affaires (Business Process Outsourcing), la gestion de bases de données, le commerce, le développement de logiciels, la fabrication, montage d'ordinateurs et l'Internet sans fil (le Wifi) etc.

Le Sénégal a su très tôt qu'il fallait s'appesantir sur le secteur des télé- services comme objectif première. En effet le gouvernement du Sénégal est en train de développer une stratégie nationale pour le développement durable de la population à travers les télé- services.

➤ *L'ingéniosité des acteurs* qui marque un intérêt marqué pour les nouvelles technologies en tant qu'opportunité d'accès aux fruits de la modernité.

Enfin, le cinquième type de vulnérabilité reste les risques sur le capital humain notamment avec les crises scolaires cycliques. La qualité de l'enseignement se dégrade de plus en plus. Les écoles publiques ne sont plus attrayantes en dépit de l'amélioration de leur nombre et donc de l'accessibilité. Le niveau de formation reste en deçà des standards de productivité convenable : **5%** de la population active ont fait des études après le Bac ; **50%** des travailleurs de l'informel n'ont pas été à l'école. Le dispositif de formation professionnelle est faible. Les handicapés sont également faiblement pris en compte.

#### *La Pauvreté et politiques sociales :*

A partir des années 90, on assiste à une multiplication des études sur les conditions de vie des sénégalais qui faisait suite au recensement général de 1988 et de l'enquête sur les migrations et l'urbanisation (EMUS) de 1993. Ces données ont amélioré la connaissance des populations sénégalaises et des comportements. Parallèlement, afin de mieux prendre en compte les dimensions sociales des PAS, la Banque Mondiale a mis en place un système d'informations pour le suivi de l'impact de ces politiques sur les populations. Ces informations ont servi à la réalisation de l'enquête sur les priorités au Sénégal, et l'enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM).

#### ➤ *Des PAS à la centralité des DSRP dans la lutte contre la pauvreté :*

Dans cette même dynamique, une série d'études commanditées par le Ministère des Finances, ont conduit à l'élaboration d'un programme de lutte contre la pauvreté en 1997.

Il s'agit pour la première fois, pour les institutions financières internationales, de reconnaître que les politiques d'ajustement se sont **soldées par un échec en termes** de développement durable et équitable. Néanmoins, cette approche, qui tend à promouvoir la participation des populations dans l'élaboration des politiques publiques, dans le but d'améliorer l'appropriation des dispositifs de l'aide, suffira-t-elle à résoudre les problèmes de pauvreté ?

#### *Les mesures, profils et ampleur de la pauvreté :*

Le Sénégal est en effet passé d'une longue phase de politiques d'ajustement structurel (PAS) avant 2000 à une phase de politiques de réduction de la pauvreté à partir des années 2000. Les performances enregistrées au cours des dernières décennies (avant 2000) ont été insuffisantes en raison de certains facteurs exogènes, mais aussi endogènes.

#### *- Les facteurs exogènes :*

Les facteurs exogènes sont liés aux aléas climatiques qui ont fortement marqué un secteur productif dépendant de l'agriculture, et, aux chocs exogènes avec principalement la détérioration des termes de l'échange.

#### *- les facteurs internes :*

Les facteurs internes sont à la stratégie de l'Etat caractérisée par un fort interventionnisme dans l'activité économique. Les principales politiques économiques mises en œuvre au Sénégal depuis 1980 l'ont été dans



le cadre de programmes élaborés avec les partenaires au développement notamment le FMI et la Banque mondiale.

### ***-Les programmes de stabilisation et d'ajustement :***

Les programmes de stabilisation et d'ajustement mis en œuvre depuis les années 1970 jusqu'en 2000 avaient d'abord pour principal objectif de stabiliser la tendance à la détérioration des principaux agrégats macro-économiques, de redresser la situation macro-économique et financière (PREF : Programme de redressement économique et financier) et d'introduire des réformes structurelles d'envergure pour adapter le système productif aux contraintes de développement (PAMLT : Programme d'ajustement à moyen et long termes) et ensuite de consolider les gains tirés de l'ajustement extérieur intervenus en 1994.

Ces différentes politiques ont certes permis une évolution relativement positive du taux de croissance. Cependant, celle-ci n'a pas été assez forte pour permettre un rétablissement rapide des déséquilibres.

De plus l'Etat a été contraint de mettre en place des politiques de diminution des charges publiques avec des compressions massives sur les emplois publics matérialisées par la fermeture de plusieurs sociétés nationales et des mesures d'incitation au départ de la fonction publique et du parapublic contribuant du coup au relèvement du taux de chômage.

Cette augmentation du taux de chômage s'est accompagnée d'une baisse sensible sur les dépenses de types sociaux dans le domaine de la santé, mais surtout de l'éducation. Les politiques nationales mises en place dans la même période (Nouvelle politique agricole, nouvelle politique industrielle, libéralisation du commerce intérieur et extérieur...) n'ont pas donné les résultats escomptés du fait d'un retrait trop hâtif de l'Etat dans l'accompagnement du secteur agricole, mais aussi de la forte dépendance de ce dernier des sociétés nationales pour la Commercialisation de ses produits. Le secteur industriel n'a pas échappé au traumatisme né du démantèlement du circuit de production et de commercialisation des produits.

### ***Chômage et délinquance des jeunes :***

La faible croissance de l'économie, la forte demande intérieure, l'instabilité des finances publiques et un déficit chronique de la balance des paiements ont entraînés une grosse détérioration de la qualité de vie et du pouvoir d'achat de la plupart des Sénégalais.

Le chômage des jeunes peut, entre autres conséquences, provoquer l'augmentation de la délinquance, de l'insécurité et de l'instabilité sociale.

Cette problématique à laquelle la plupart de nos états peinent à trouver des solutions structurelles et efficaces est souvent dû à l'échec des différentes politiques de création d'emploi mais également à l'inadéquation entre les profils de nos diplômés et les besoins du monde socioprofessionnel. En effet, le déséquilibre créé par les rigidités du marché du travail et les incohérences entre l'offre et la demande de travail, constituent un véritable amplificateur du chômage des jeunes.

Au Sénégal, le manque de compétence, un marché du travail insuffisamment flexible et un coût du travail très élevé, une demande et une activité économique insuffisante sont les causes premières du chômage des jeunes. Aux yeux des Sénégalais, ces dernières sont la cause de la hausse de l'insécurité et de la délinquance dans le pays.

Les établissements de formation professionnelle au Sénégal peinent encore à accorder leurs programmes aux besoins des entreprises. La plupart des jeunes qui arrivent sur le marché du travail manquent de compétences et d'expérience.

Des craintes ont été exprimées à l'effet que le chômage chez les jeunes entraînerait une radicalisation de leurs attitudes envers la société. Selon cette hypothèse, ne pouvant trouver du travail ressentiraient une frustration leur faisant rejeter le blâme de leur situation sur la société et le manque d'initiatives des gouvernants...

Pour apporter une réponse adaptée et durable au chômage des jeunes, l'Etat du Sénégal doit davantage :

- Encourager la création d'entreprises par les jeunes
- Adapter le système éducatif aux évolutions de la société

- Mettre fin à la politique d'austérité et investir dans la formation
- Promouvoir l'accès à une éducation de qualité qui apporte aux jeunes non seulement des compétences techniques et professionnelles, mais également des compétences fondamentales pour l'employabilité.
- Réduire le coût salarial...

### ***Défis de financement dans la lutte contre la pauvreté***

Le financement des programmes de lutte contre la pauvreté au Sénégal est confronté à divers obstacles, notamment des contraintes budgétaires, une base fiscale limitée, la fraude fiscale et l'instabilité économique régionale, qui affecte les investissements étrangers.

### ***Stratégies de financement de la lutte contre la pauvreté***

Pour relever ces défis, le Sénégal doit adopter une approche holistique, mobilisant diverses sources de financement :

- Renforcement de la fiscalité pour élargir la base fiscale et lutter contre la fraude.
- Promotion de l'investissement privé, notamment dans l'agriculture, le tourisme et les infrastructures.
- Mobilisation de ressources internationales à travers des prêts concessionnels et des subventions.
- Investissement dans l'éducation et la formation professionnelle.
- Promotion de l'inclusion financière à travers le développement des institutions de microfinance.

### ***Conclusion***

La résolution de la pauvreté au Sénégal exige une approche holistique et collaborative, impliquant une coordination efficace entre le gouvernement, le secteur privé, la société civile et la coopération internationale. En unissant leurs efforts et en exploitant judicieusement les ressources disponibles, le Sénégal peut tracer la voie vers un avenir où chaque citoyen bénéficie d'une qualité de vie améliorée et d'opportunités équitables. Cependant, pour concrétiser cette vision, un engagement politique durable et une volonté collective sont indispensables pour transformer les ambitions en mesures concrètes et durables. En investissant dans des politiques adaptées et en favorisant un environnement propice à l'innovation et à la croissance économique inclusive, le Sénégal peut non seulement réduire la pauvreté, mais aussi créer des bases solides pour un développement durable à long terme. Ainsi, en faisant preuve de détermination et de coopération, le Sénégal peut surmonter les défis de la pauvreté et ouvrir la voie à un avenir prometteur et inclusif pour tous ses habitants.

### ***Abréviations :***

Stratégie de Croissance Accélérée (SCA)

Plan Sénégal Émergent (PSE)

Agence nationale pour l'emploi des jeunes (ANPEJ)

Projet d'Appui à la Promotion de l'Emploi des Jeunes et des Femmes (PAPEJF).

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Produit Intérieur Brut (PIB)

Petites et Moyennes Entreprises (PME)

Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté 2 (DSRPII)

Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)

Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO)

Enquête sur les migrations et l'urbanisation (EMUS)

Enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM).

PREF : Programme de redressement économique et financier)

PAMLT : Programme d'ajustement à moyen et long termes)

***Déclaration de conflit d'intérêt :***

Les auteurs déclarent ne pas avoir de conflits d'intérêt

***Références :***

1. Adeanauer Isabell (2008), Faire face à la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie au Sénégal, FMI.
2. Azam, J-P. et M. Dia (2004). Pro-Poor Growth in Senegal, IDEI Working Paper, n. 325.
3. Badji, S. et G. Daffé (2003). Le profil de la pauvreté féminine au Sénégal, Rapport de Recherche MIMAP, CRDI, Dakar.
4. Banque Mondiale (1995). Sénégal : Evaluation des conditions de vie. Département du Sahel, Banque mondiale, Washington DC. 21.
5. Banque mondiale (2001). Combattre la pauvreté, Rapport sur le développement dans le monde : 2000/01, Editions ESKA, 381 p.
6. Banque Mondiale : Sénégal. A la recherche de l'emploi. Le Chemin vers la prospérité, septembre 2007, 122 p.
7. ELHADJI QUEYE cours économie terminale G, article sur le PSE
8. Banque Mondiale : Sénégal. A la recherche de l'emploi. Le Chemin vers la prospérité, septembre 2007, 122 p. 68
9. Banque Mondiale, (1990), La pauvreté : Rapport sur le développement du monde, Washington, 286 p.
10. Banque mondiale, 2007, À la recherche de l'emploi. Le chemin vers la prospérité, septembre, 122 p. (PREM 4 Région Afrique).
11. Banque mondiale, 2007, A la recherche de l'Emploi-Le chemin vers la Prospérité, Washington DC.
12. Cissé, F. (1997). La pauvreté rurale au Sénégal : profil et déterminants, mémoire de DEA, Faseg – UCAD, Dakar.